



Royaume de Belgique
Service de Sécurité et d'Interoperabilité des Chemins de Fer
Koninkrijk België
Dienst Veiligheid en Interoperabiliteit van de Spoorwegen



Inspectie Verkeer en Waterstaat
Ministerie van Infrastructuur en Milieu



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures
Administration des chemins de fer



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra



SECRETARÍA DE ESTADO
DE INFRAESTRUCTURAS,
TRANSPORTE Y VIVIENDA
SECRETARÍA GENERAL
DE INFRAESTRUCTURAS
DIRECCIÓN GENERAL
DE FERROCARRILES


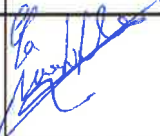




Annexe 1 du protocole de mise en œuvre des procédures de reconnaissance mutuelle d'autorisation de mise en service des locomotives et des véhicules à voyageurs conventionnels et à grande vitesse entre les autorités nationales de sécurité de Belgique, des Pays-Bas, de France, du Luxembourg, de Suisse et d'Espagne – Guide d'application

Appendix 1 of the protocol for setting up cross-acceptance procedures of railway vehicles for high speed and conventional railway systems between the national safety authorities of Belgium, the Netherlands, France, Luxembourg, Switzerland and Spain – Application guide

FICHE D'IDENTIFICATION - IDENTIFICATION FILE

Titre du document	Guide d'Application des procédures de reconnaissance mutuelle d'autorisation de mise en service des locomotives et des véhicules à voyageurs conventionnels et à grande vitesse entre les autorités nationales de sécurité de Belgique, des Pays-Bas, de France, du Luxembourg, de Suisse et d'Espagne.
Title of the document	Application guide for setting up cross-acceptance procedures of railway vehicles for high speed and conventional railway systems between the national safety authorities of Belgium, the Netherlands, France, Luxembourg, Switzerland and Spain.

Validation

Version	Date	Motivation	Pages	Signature		Signature	
				Nom / name	visa	Nom / name	Visa
1	15.7.14	Création du document	21	Thierry Breyne Directeur du SSICF		Peter Neuteboom Directeur domein Rail en Wegvervoer ILT	
				Florence Rousse Directrice de l'EPSF		Marc Oestreicher Directeur de l'ACF	
				Toni Eder Vice-Directeur de l'OFT		Eduardo Santiago González Railway Coordination Manager DGF	
2							
3							

Sommaire – Contents

Page

Version française:

I	Remarques générales	4
II	Véhicule ou type de véhicule pour lequel une première autorisation de mise en service simultanée est demandée dans plusieurs Etats membres	5
III	Véhicule ou type de véhicule déjà autorisé dans un Etat membre et pour lequel une autorisation supplémentaire de mise en service est demandée dans un ou plusieurs Etats membres	8
➤	Particularités pour l'autorisation de mise en service de véhicules ou types de véhicules, non conformes aux STI	10

English version:

I	General remarks	12
II	Vehicle or a type of vehicle, where a simultaneous procedure is requested for a first authorisation for placing in service in several Member States	13
III	Vehicle or a type of vehicle already authorised in one Member State and for which an additional authorisation for placing in service is requested in one or several other(s) Member State(s)	16
➤	Particularities for the authorisation for placing in service of vehicles or types of vehicles, not conforming to the TSIs	18

Partie commune / common part :

V-	Documentation / Documentation	20
V-1	Liste des textes légaux ayant transposés la Directive 2004/49/CE List of legal texts having transposed the Directive 2004/49/EC	20
V-2	Liste des textes légaux ayant transposés la Directive 2008/57/CE List of legal texts having transposed the Directive 208/57/EC	21
V-3	Liens vers les sites internet des Etats membres signataires Links to the corresponding websites of the signatory Member States	21

Version française

Ce guide d'application constitue l'annexe 1 du « Protocole de mise en œuvre des procédures de reconnaissance mutuelle d'autorisation de mise en service des locomotives et des véhicules à voyageurs conventionnels et à grande vitesse entre les autorités nationales de sécurité (ANS) de Belgique, des Pays-Bas, de France, du Luxembourg, de Suisse et d'Espagne », signé le 16/01/2012.

Son objet est d'explicitier le fonctionnement des procédures d'autorisation de mise en service des véhicules par l'application d'une reconnaissance mutuelle, y compris dans le cas de leur renouvellement ou réaménagement.

Au besoin, ce guide d'application est mis à jour en commun accord par les autorités nationales de sécurité concernées. Les exigences techniques respectives se trouvent dans le document technique commun basé sur l'annexe de la Décision de la Commission 2009/965/CE.

Ce guide est rédigé en français et en anglais, en cas de divergences entre la version française et la version anglaise, seule la version française fera foi.

I Remarques générales

Lors du lancement d'un processus de demande d'autorisation de mise en service de véhicules, les versions des règles et des documents à appliquer sont à considérer comme ceux, en vigueur à la date de la réunion de préengagement.

Les documents nécessaires pour l'autorisation de mise en service devront être classés selon la structure du "Document Technique Commun", basée sur l'annexe de la Décision de la Commission 2009/965/CE.

Dans le cadre de la Décision de la Commission 2011/155/UE, les ANS et le demandeur s'appuient sur l'application des documents de référence des ANS concernées, soit :

- la partie 1 «Guide d'application» ;
- la partie 2 «Document de référence national» ;
- la partie 3 «Informations sur le cadre juridique national» ;

afin de faciliter la procédure d'autorisation de mise en service de véhicules entre les Etats membres.

Les confirmations d'évaluations (voir annexe 2) délivrées par une ANS pour les paramètres classés « A » sont reconnues par les autres ANS, pour autant qu'un nouvel élément issu du retour d'expérience n'appelle pas de nouvelles vérifications. Dans ce cas, les ANS concernées se concertent sur les suites à donner.

La classification «A» indique que les règles nationales arrêtées sont réputées être équivalentes en terme de niveau de sécurité ferroviaire entre deux Etats membres.

Dans ce document, le terme « Etat membre » est à comprendre au sens d'un Etat, membre de ce protocole de reconnaissance mutuelle.

Une règle qui n'est pas entièrement couverte dans ses exigences, ne pourra être considérée comme respectée et ne pourra par conséquent être réputée comme équivalente aux règles des autres Etats membres.

Un véhicule existant, conçu et construit selon une version des STI antérieure à celle inscrite dans le « document technique commun », est considéré comme un véhicule conforme aux

STI. Pour ce type de véhicule, l'autorisation supplémentaire de mise en service est à traiter comme défini au chapitre III de ce guide.

Vu que chaque autorisation de mise en service, y compris l'autorisation supplémentaire, vaut comme autorisation de type pour ce type de véhicule dans cet Etat membre, chacune des ANS concernées doit obtenir au moins une copie de tous les certificats CE, y compris les rapports d'évaluation principaux établis par l'organisme notifié et l'organisme désigné ainsi que l'évaluation de la méthode de sécurité commune (MSC) afin de garantir la complétude du dossier technique dans le cas d'une demande d'autorisation ultérieure ou renouvelée.

En cas d'interprétation différente du contenu des confirmations d'évaluation, les ANS concernées se concertent sur le sujet.

Pour un trafic transfrontalier spécifique comme par exemple la desserte de terminaux, de triages ou d'autres raccordements, un service de passager sur des tronçons séparés ... le principe de la reconnaissance mutuelle d'autorisation de mise en service des locomotives, des véhicules à voyageurs conventionnels et à grande vitesse pourra être étendu sur base d'accords bilatéraux spécifiques entre les ANS concernées.

II Véhicule ou type de véhicule pour lequel une première autorisation de mise en service simultanée est demandée dans plusieurs Etats membres.

En application de la Directive 2008/57/CE, articles 21; 22; 24 et 26, il est possible de procéder à une autorisation de mise en service simultanée pour une première autorisation de mise en service dans plusieurs Etats membres.

Dans ce cas, le demandeur devra adresser simultanément une demande d'autorisation de mise en service à chacune des ANS concernées en vertu des réglementations nationales en vigueur au moment de la demande d'autorisation de mise en service.

Les ANS mettent en place une organisation commune et désignent l'une d'entre elles pour assurer la coordination, en accord avec le demandeur.

Pour faciliter la procédure d'autorisation de mise en service (du type) de véhicules entre les Etats membres, le processus mentionné dans la partie 1 « Guide d'application » de la Décision de la Commission 2011/155/UE pourra être remplacé d'un commun accord, par le processus relatif à une autorisation simultanée et figurant ci-dessous.

Lors de la réunion de préengagement, les ANS s'accordent avec le demandeur sur les points suivants :

- Les règles à appliquer ;
- La désignation d'une ANS coordinatrice ;
- La ou les langue(s) à utiliser par le demandeur ;
- Le regroupement de paramètres sous un thème et la répartition de ces paramètres entre les ANS participantes ;
- La répartition et la forme des documents ;
- Le mode de traitement des paramètres non classés « A » ;
- Le planning de livraison des documents visant à démontrer la conformité du véhicule ;
- Le planning de délivrance des confirmations d'évaluations des points A ;

Ces décisions sont arrêtées dans un compte-rendu, à valider par tous les participants. La répartition de la vérification des paramètres ou des thèmes classés «A», se fera entre les ANS

et le demandeur de façon à préserver la cohérence du système¹.

- Pour chaque paramètre classé «A», le demandeur enverra les documents nécessaires à la vérification, uniquement à l'ANS chargée de l'évaluation du paramètre concerné. Les ANS s'échangent les confirmations d'évaluation (voir annexe 2) relatives aux paramètres classés «A» qu'elles ont respectivement évaluées. La confirmation d'évaluation devra clairement identifier chaque thème ou paramètre(s) pour lequel elle est délivrée. Cette confirmation d'évaluation certifie la conformité aux exigences et est émise par l'autorité ayant vérifié ces exigences. Elle démontre la conformité des objets d'évaluation en application de l'article 4 du protocole de mise en œuvre des procédures de reconnaissance mutuelle.
- Concernant les paramètres classés «B» et «C», le demandeur devra fournir les documents requis à chacune des ANS qui procéderont à leur propre évaluation dans le respect de leurs réglementations nationales.

Les documents transmis à chacune des ANS, devront être rédigés dans une des langues de l'ANS qui les reçoit et comme arrêté lors de la réunion de préengagement.

Entre deux Etats membres, la classification de certains paramètres peut être différente de l'un des Etat membre vers l'autre. Pour les paramètres classés «A» uniquement du pays XQ vers le pays XR, seules les évaluations effectuées par le pays XQ seront acceptées par l'autorité du pays XR.

Si des modifications ayant une incidence sur un paramètre, sont apportées au (type de) véhicule après évaluation de celui-ci, de nouvelles évaluations devront être effectuées sur sollicitation du demandeur par l'ANS concernée et disposant du dossier technique initial.

Au terme de cette évaluation, si la conformité aux règles est avérée, une nouvelle confirmation d'évaluation devra être délivrée.

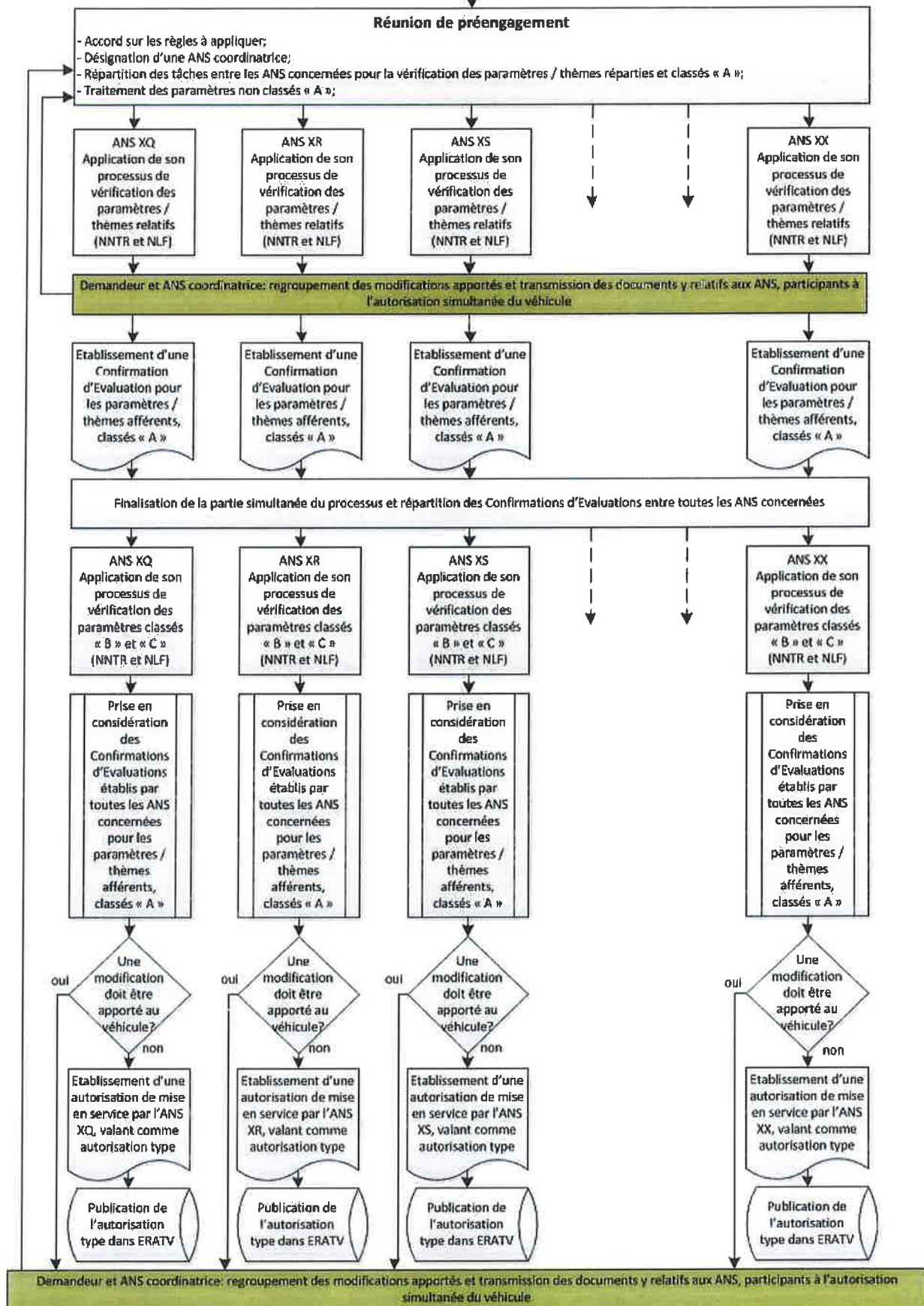
Chaque autorité pourra délivrer l'autorisation de mise en service de (type de) véhicules pour son propre réseau ferroviaire national lorsque le dossier technique correspondant sera complété et accepté d'après sa réglementation nationale.

Dans chaque Etat membre, le dossier technique sera constitué des documents suivants :

- les confirmations d'évaluations délivrées par les autres ANS, obtenues pour les paramètres répertoriés dans la catégorie «A»,
- les documents nécessaires à la démonstration de conformité des paramètres classés «B» et «C».

¹ Les thèmes possibles sont listés dans l'annexe 2 'Confirmation d'Evaluation'. Chaque thème peut se composer de plusieurs paramètres, arrêtés définitivement lors de la réunion de préengagement.

Autorisation de mise en service simultanée



III Véhicule ou type de véhicule déjà autorisé dans un Etat membre et pour lequel une autorisation supplémentaire de mise en service est demandée dans un ou plusieurs Etats membres.

En application de la Directive 2008/57/CE et de ses articles 21; 23; 25 et 26, le demandeur peut demander une autorisation supplémentaire de mise en service de (type de) véhicule sur base de la première autorisation de mise en service.

Il devra demander spécifiquement l'application du protocole de reconnaissance mutuelle pour tous les paramètres, en accord avec la Directive 2008/57/CE et ses articles 23.2 et 25.1.

Lors de la réunion de préengagement, les ANS s'accordent avec le demandeur sur les points suivants :

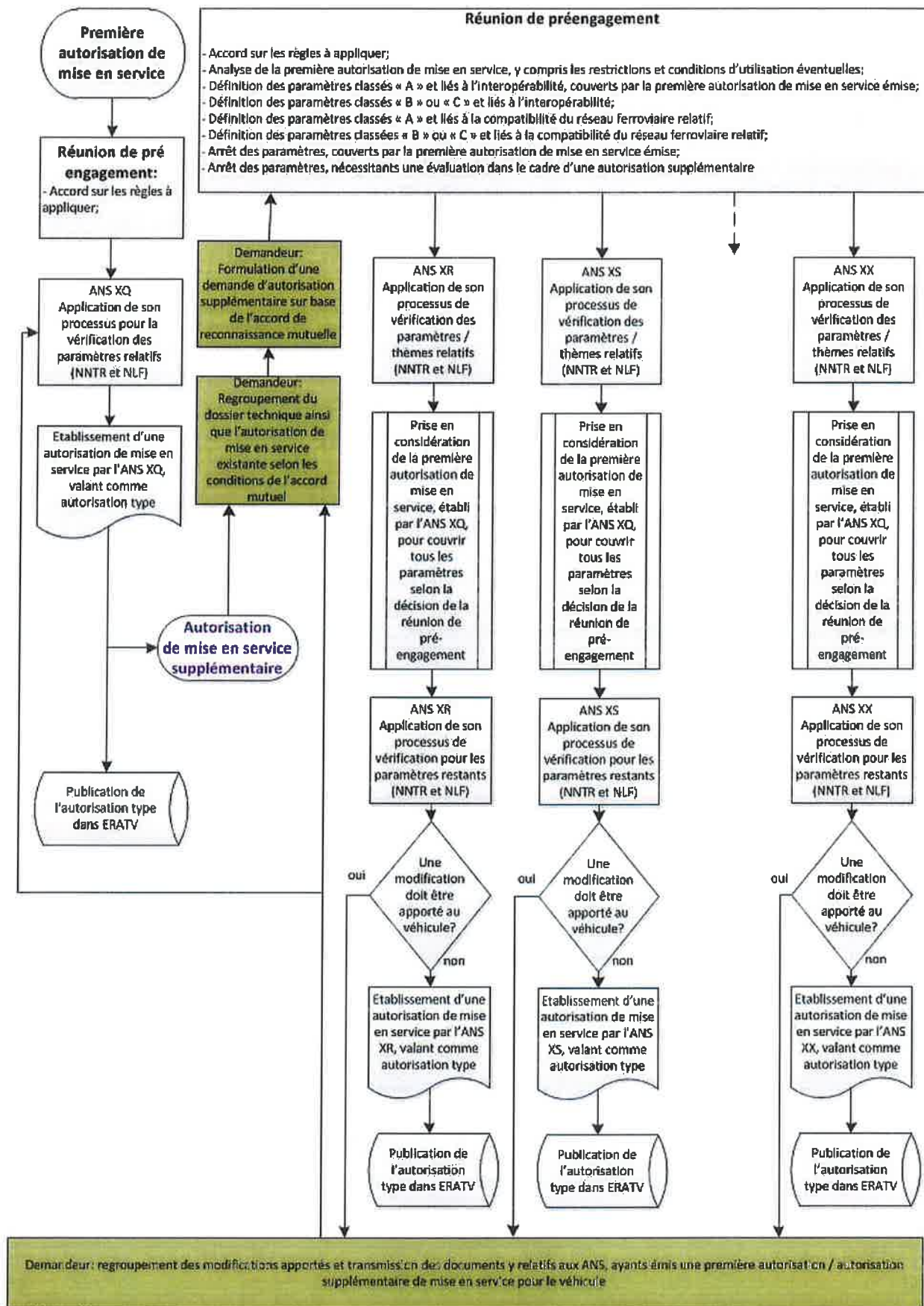
- Les règles à appliquer ;
- La ou les langue(s) à utiliser par le demandeur ;
- La répartition et la forme des documents ;
- Le mode de traitement des paramètres non classés « A » ;
- Le planning de livraison des documents visant à démontrer la conformité du véhicule ;
- ...

Ces décisions sont arrêtées dans un compte-rendu à valider par tous les participants. Les documents, transmis à chacune des ANS, devront être rédigés dans une des langues de l'ANS qui les reçoit et comme arrêté lors de la réunion de pré-engagement.

- a) Pour les paramètres classés «A» et liés à l'interopérabilité, le demandeur présentera la première autorisation de mise en service délivrée par une ANS membre de ce protocole. Cette première autorisation de mise en service certifie la conformité aux exigences d'interopérabilité, classées «A», et ceci indépendamment de la version des règles fixées dans le document technique commun. Elle démontre la conformité des objets d'évaluation en application de l'article 4 du protocole de mise en œuvre des procédures de reconnaissance mutuelle.
- b) Pour les paramètres classés «B» et «C» ainsi que pour les autres paramètres liés directement à la compatibilité avec le réseau ferroviaire, le demandeur devra fournir les documents requis à l'ANS ayant reçu la demande d'autorisation supplémentaire de mise en service du (type de) véhicule. Celle-ci procédera à sa propre évaluation dans le respect de sa réglementation nationale.

Le dossier technique devra obligatoirement comporter une copie de la première autorisation de mise en service du (type de) véhicule.

Entre deux pays la classification de certains paramètres peut être différente d'un Etat membre vers l'autre. Pour les paramètres classés dans la catégorie «A» uniquement du pays XQ vers le pays XR, seules les évaluations effectuées par le pays XQ seront acceptées par l'autorité du pays XR.



Additional_fr_version2.0

Si pour obtenir l'autorisation supplémentaire de mise en service des modifications sont apportées au (type de) véhicule, l'ANS émettrice de la première autorisation devra en être informée en application de l'article 20 de la Directive 2008/57/CE. Au cas où ces modifications auraient une incidence sur la première autorisation de mise en service, de nouvelles évaluations devront alors être effectuées par l'ANS émettrice de cette première autorisation.

L'autorisation supplémentaire de mise en service de (type de) véhicules pourra être délivrée par l'ANS de l'Etat membre, ayant reçu ladite demande d'autorisation supplémentaire, lorsque le dossier technique correspondant sera complété et accepté d'après sa réglementation nationale.

Le dossier technique sera constitué des documents suivants :

- La première autorisation de mise en service délivrée par un Etat membre, obtenus pour les paramètres répertoriés dans la catégorie «A» et liés à l'interopérabilité,
- Les documents nécessaires à la démonstration de conformité des paramètres classés «B» et «C» ainsi qu'aux autres paramètres, liés directement à la compatibilité du réseau ferroviaire.

➤ Particularités pour l'autorisation de mise en service de véhicules ou types de véhicules, non conformes aux STI

Un véhicule est considéré comme véhicule « non STI » s'il est conçu et construit selon un référentiel (ou une partie de référentiel) antérieur à la mise en application des STI et de la Directive 2008/57/CE, comme par exemple les fiches UIC.

Dans le cas d'un véhicule « non STI » et qui a été mis en service avant la création des ANS et à ce jour en exploitation, l'ANS de l'Etat membre dans lequel le véhicule est exploité, établit une déclaration précisant que le véhicule est enregistré en état actif dans le registre national des véhicules respectif et ceci conformément à la Décision de la Commission 2007/756/CE.

a) Pour les paramètres classés «A» et liés à l'interopérabilité, le demandeur présentera l'autorisation de mise en service initiale valide dans un Etat membre de ce protocole de reconnaissance mutuelle.

Cette autorisation de mise en service, accompagnée d'un dossier technique (Art 25.2 directive 2008/57/CE) comprenant le référentiel technique selon lequel le véhicule a été autorisé, sera considéré comme un moyen acceptable de conformité aux exigences d'interopérabilité classées «A», et ceci indépendamment de la version des règles fixées dans le document commun.

Le référentiel présenté, en plus de démontrer les stipulations auxquelles le véhicule en question répond, doit être analysé vis-à-vis du document technique commun et prouver la conformité de certains paramètres en s'appuyant sur l'une des méthodes de sécurité commune décrite au règlement européen n° 352/2009². Elle pourra donc notamment s'appuyer sur un retour d'expérience (REX) portant sur la sécurité.

Un retour d'expérience (REX) peut être établi lorsque l'exploitation du véhicule considéré se base sur un parc homogène, dans des conditions d'exploitation comparables et sur un volume de trafic représentatif (nombre de véhicules pendant un temps donné) permettant ainsi un retour d'expérience significatif des renseignements recueillis.

L'autorisation de mise en service initiale et le référentiel technique couvrent la conformité des objets d'évaluation en application de l'article 4 du protocole de mise en œuvre des procédures de reconnaissance mutuelle.

² Le règlement (CE) 352/2009 sera abrogé au 21 mai 2015 par le règlement (CE) no 402/2013

- b) Pour les paramètres classés «B» et «C» ainsi que pour les autres paramètres, liés directement à la compatibilité du réseau ferroviaire, le demandeur devra fournir les documents requis à l'ANS ayant reçu la demande d'autorisation supplémentaire de mise en service du véhicule. Celle-ci procédera à sa propre évaluation dans le respect de sa réglementation nationale.

Concernant la démonstration des critères auxquels le véhicule répond actuellement, le demandeur aura la possibilité de mener une comparaison des règles techniques ayant permis la mise en circulation du véhicule, avec les règles techniques actuelles en application du règlement européen n° 352/2009² concernant l'adoption d'une méthode de sécurité commune relative à l'évaluation et à l'appréciation des risques visée à l'article 6, paragraphe 3, point a), de la directive 2004/49/CE du Parlement européen et du Conseil.

Cette comparaison sert pour l'évaluation des paramètres classés «B» et «C» ainsi que pour les autres paramètres liés directement à la compatibilité avec le réseau ferroviaire.

En application de l'Art 25.2 de la Directive 2008/57/CE, le dossier technique doit contenir tous les éléments comme convenu lors du processus du préengagement entre les ANS et le demandeur. Dans le dossier doit figurer impérativement :

- La déclaration démontrant que le véhicule figure dans le registre national des véhicules;
- La démonstration des critères auxquels le véhicule répond actuellement et se basant sur la Décision de la Commission 2011/155/UE ainsi que du "Document Technique Commun", se référant à l'annexe de la Décision de la Commission 2009/965/CE et ceci par:
 - o L'autorisation de mise en service initiale, accompagnée d'un référentiel technique pour couvrir la conformité aux exigences d'interopérabilité, classées «A» ;
 - o Les documents relatifs aux paramètres classés «B» et «C» ainsi que pour les autres paramètres, liés directement à la compatibilité du réseau ferroviaire ;
 - o Le retour d'expérience (REX) qui sera considéré comme une démonstration du respect des exigences en vigueur en matière d'intégration en toute sécurité et qui se base sur la méthode de sécurité commune suivant du règlement européen n° 352/2009².

L'ANS de l'Etat membre ayant reçu ladite demande d'autorisation supplémentaire, validera le dossier en application des Articles 25.3 et 25.4 de la Directive 2008/57/CE et établira l'autorisation supplémentaire de mise en service de véhicules lorsque le dossier correspondant sera complété et vérifié.

English version

This application guide constitutes the appendix 1 of the "Protocol for setting up cross-acceptance procedures of railway vehicles for high speed and conventional railway systems between the national safety authorities (NSAs) of Belgium, the Netherlands, France, Luxembourg, Switzerland and Spain" signed on 16th January 2012.

Its purpose is to clarify the handling of the authorisation procedures for placing in service of vehicles by the use of a mutual recognition, including the case of their renewal or upgrading.

If necessary, this application guide is updated in common agreement by the concerned national safety authorities (NSAs). The related technical requirements are located in the common technical document and are based on the annex of the Commission Decision 2009/965/EC.

This guide is written in French and in English. In case of divergences between the French and English version of this application guide, the French version shall prevail.

I General remarks

During the launch of a process for an authorisation for placing in service of railway vehicles, the versions of the rules and documents to be applied are considered to be those in force at the date of the pre-engagement meeting.

The documents, necessary for the authorisation for placing in service, have to be classified according to the structure of the "Common Technical Document", relating to the annex of the Commission Decision 2009/965/EC.

In the framework of the Commission Decision 2011/155/EU, the NSAs and the applicant rely on the application of the reference documents of the concerned NSAs, as known:

- The part 1 "Application Guide";
- The part 2 "National Reference Document";
- The part 3 "Information on National Legal Framework";

to facilitate the procedure of authorisation for placing in service of railway vehicles between the Member States.

The confirmations of evaluation (see appendix 2) issued by a NSA for the parameters classified as "A" are accepted by the other NSAs, provided that a new element resulting from the return of experience does not request for new assessments. In this case, the concerned NSAs shall coordinate the next steps to start.

The "A" classification indicates that the fixed national rules are deemed to be equivalent on the railway safety level between two Member States. In this document the term of "Member State" is used by the meaning of a State, being member of this protocol for cross-acceptance.

A rule, where the fixed requirements aren't fully covered, will not be considered as respected and can't be mentioned as equivalent to the rules of the other Member States.

An existing vehicle, designed and built according to a previous version of the TSIs as written in the "Common Technical Document", is considered as a vehicle complying with the TSIs. For this type of vehicle, the additional authorisation for placing in service is handled as fixed in chapter III of this guide.

Because of the fact that each authorisation for placing in service from a Member State, including also its additional authorisation, is also considered as an authorisation of a type of a vehicle in this Member State, each of the concerned NSAs must obtain at least a copy of all the EC certificates, including the main evaluation reports, established by the notified body and the designated body, as well as the evaluation of the common safety method (CSM) in order to ensure the completeness of the technical file in the case of an application for a subsequent or a renewed authorisation.

In case of divergence in the interpretation of the confirmations of evaluation, NSAs that are concerned exchange on the subject.

For a specific cross-border traffic, (as per example the coverage of terminals, yards or other connections, a passenger service on separated sections, or other), more extensive regulations, regarding the cross-acceptance procedures of railway vehicles for high speed and conventional railway, could be applied on the basis of specific bilateral agreements between the concerned NSAs.

II Vehicle or a type of vehicle, where a simultaneous procedure is requested for a first authorisation for placing in service in several Member States.

In application of the Directive 2008/57/EC, articles 21; 22; 24 and 26, it is possible to carry out a simultaneous authorisation for placing in service for a first authorisation for placing in service in several Member States.

In this case, the applicant should request simultaneously for an authorisation for placing in service to each of the concerned NSAs, according to the national regulations in force at the moment of the request for the authorisation for placing in service.

The NSAs set up a common organization and designate a NSA to ensure the coordination, in agreement with the applicant.

To facilitate the procedure of authorisation for placing in service of (type of) vehicles between the Member States, by common agreement, the process as mentioned in part 1 "Application Guide" of the Commission Decision 2011/155/EC could be replaced by the process relative to a simultaneous authorisation and mentioned below.

During the pre-engagement meeting, the NSAs agree with the applicant on the following points:

- The rules to be applied;
- The designation of a coordinating NSA;
- The language(s), having to be used by the applicant;
- The grouping of parameters as a theme and the assignment of the parameters between the participating NSAs;
- The sharing and the form of the documents;
- The manner to treat the parameters not classified as "A";
- The planning about the delivery the documents, used to demonstrate conformity of the vehicle;
- The planning of the delivery of the confirmations of evaluation for the A points;
- ...

These decisions are fixed in a report, to be agreed by all the participants. The verification by parameter or by theme, classified as "A", will be done between the NSAs and the applicant in a way that preserves the coherency of the system.³

- For each parameter classified as "A", the applicant will send the documents, necessary for the verification, only to the NSA which is responsible for the evaluation of the concerned parameter.
The NSAs are exchanging the confirmations of evaluation (see appendix 2) related to the parameters classified as "A" and having been respectively evaluated. The confirmation of evaluation should clearly identify each theme or parameter(s) for which it is issued. This confirmation of evaluation certifies the compliance to the requirements and is issued by the authority having verified these requirements. It demonstrates the conformity of the assessment object in application to article 4 of the protocol for setting up cross-acceptance procedures.
- Concerning the parameters classified as "B" and "C", the applicant has to provide the required documents to each of the NSAs, containing the evaluations according to its national regulation.

The documents, transmitted to each of the NSAs, have to be written in one of the languages of the receiving NSA and as fixed during the pre-engagement meeting.

Between two Member States, the classification for certain parameters might be different from one Member State to the other. For the parameters classified only as "A" from the country XQ toward the country XR, only the evaluations carried out by the country XQ will be accepted by the authority of the country XR.

If the modifications, which are made to the (type of) vehicle, are considered as substantial and having an impact on an already evaluated parameter, new assessments must be done on demand of the applicant by the NSA, disposing about the initial technical file. At the end of this evaluation, when compliance with the rules is proved, a new confirmation of evaluation must be issued.

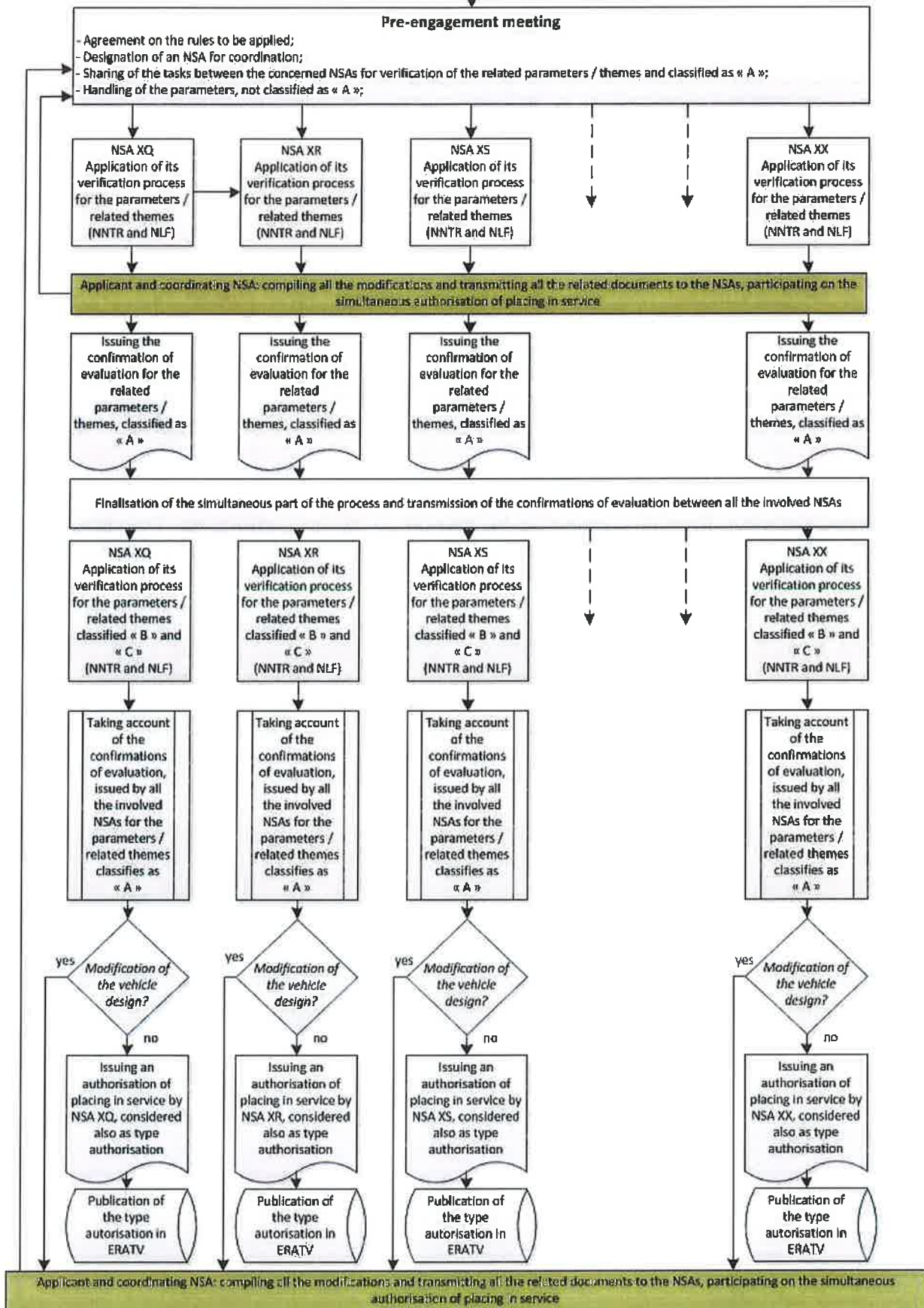
Each authority may issue the authorisation for placing in service of (type of) vehicles for the own national railway network when the corresponding technical file will be complete and accepted according to its own regulation and procedures.

In each Member State, the technical file will be established for each of the items with:

- The necessary confirmations of evaluations issued by the other NSAs, received for the parameters classified as "A".
- The necessary documents, demonstrating conformity of the parameters classified as "B" and "C".

³ The possible themes are listed in appendix 2 'Confirmation of Evaluation'. Each theme may consist of several parameters, fixed in the pre-engagement meeting.

Simultaneous authorisation of placing in service



III Vehicle or a type of vehicle already authorised in one Member State and for which an additional authorisation for placing in service is requested in one or several other(s) Member State(s).

In application of the Directive 2008/57/EC and its articles 21; 23; 25 and 26, the applicant may request an additional authorisation for placing in service of (type of) vehicles on the basis of the first authorisation for placing in service.

He has to request explicitly the application of the protocol for setting up cross-acceptance procedures for the parameters, related with the application of the Directive 2008/57/EC and its articles 23.2 and 25.1.

During the pre-engagement meeting, the NSAs and applicant agree on at least the following points:

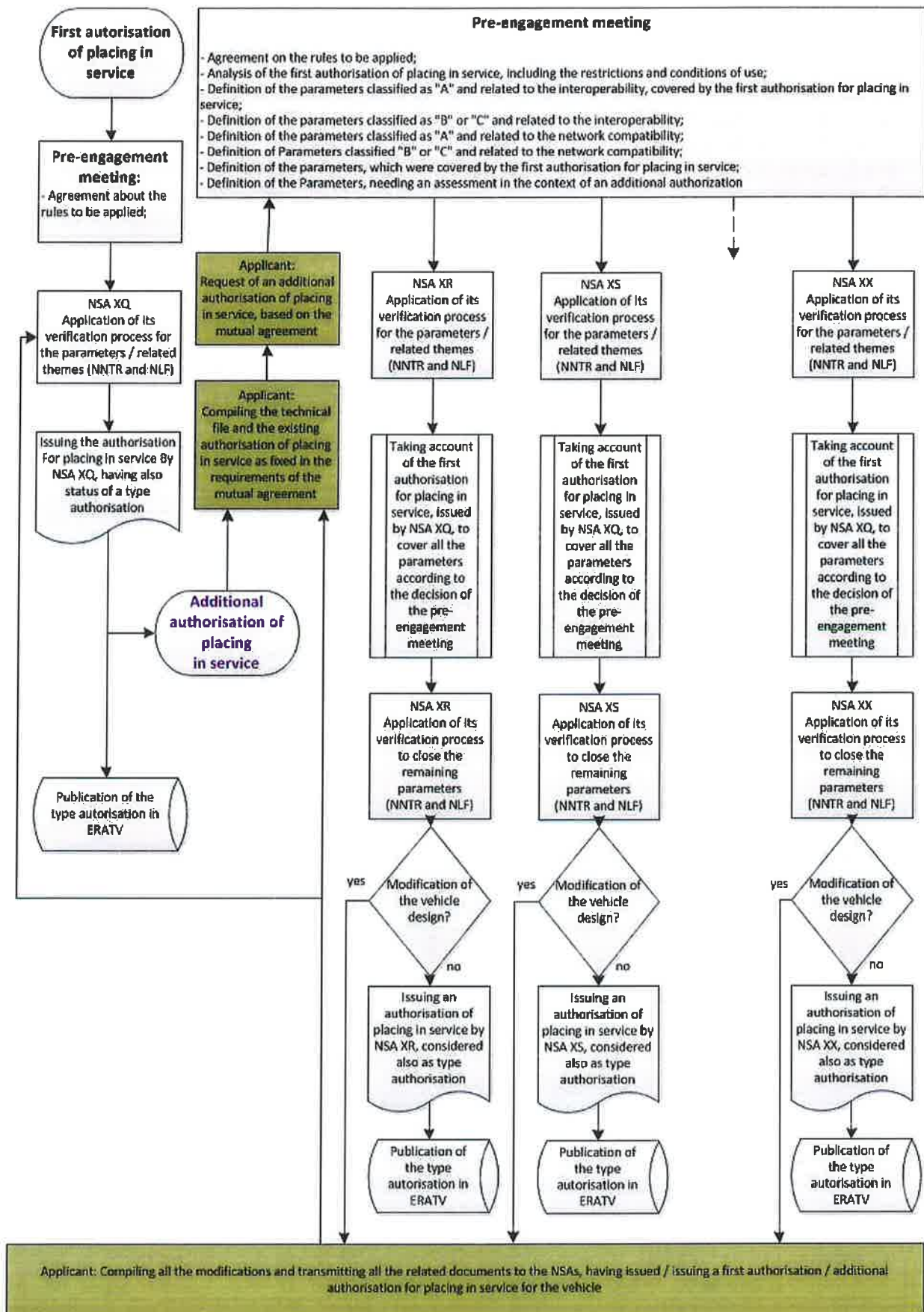
- The rules to be applied;
- The language(s), having to be used by the applicant;
- The sharing and the form of the documents;
- The manner to treat the parameters not classified as "A";
- The planning about the delivery the documents, used to demonstrate conformity of the vehicle;
- ...;

These decisions are fixed in a report, to be agreed by all the participants. The documents, transmitted to each of the NSAs, have to be written in one of the languages of the receiving NSA and as fixed during the pre-engagement meeting.

- a) For the parameters classified as "A" and related to the interoperability, the applicant shall submit the first authorisation for placing in service, issued by a NSA, member of this agreement. This first authorisation for placing in service certifies the conformity with the requirements for interoperability, classified as "A", and this apart from the version of rules fixed in the common technical document. It demonstrates the conformity of the assessment objects in application of article 4 of the protocol for setting up cross-acceptance procedures.
- b) For the parameters classified as "B" and "C" as well as for the other parameters, directly related to the compatibility of the railway network, the applicant will have to provide the required documents to the NSA, having received the request for an additional authorisation for placing in service of the (type of) vehicle. This one will do its own assessment in respect of its national regulation.

The technical file folder will include a mandatory copy of the first authorisation for placing in service of the (type of) vehicle.

Between two Member States, the classification for certain parameters might be different from one Member State to the other. For the parameters classified only as "A" from the country XQ toward the country XR, only the evaluations carried out by the country XQ will be accepted by the authority of the country XR.



Additional_en_version2.0

If, in order to obtain the additional authorisation for placing in service, modifications are made to the (type of) vehicle the NSA, having issued the first authorisation, must be informed, in application of article 20 of the Directive 2008/57/EC. In the case where these modifications will have an impact on the first authorisation for placing in service, new assessments have to be carried out by the NSA having issued the first authorisation.

The additional authorisation for placing in service of (type of) vehicles may be issued by the NSA of the Member State having received the request for an additional authorisation, when the corresponding technical file has been completed and accepted according to its own national regulation.

This technical file consists of following documents:

- The first authorisation for placing in service, issued by the Member State, received for the parameters classified as "A" and related to the interoperability.
- The necessary documents to demonstrate the conformity of parameters classified as "B" and "C" as well as for the other parameters, directly related to the compatibility of the railway network.

➤ **Particularities for the authorisation for placing in service of vehicles or types of vehicles, not conforming to the TSIs**

A vehicle is considered as a "non-TSI" vehicle, when it was designed and built according to a repertory (or a part of repertory) prior to the implementation of TSIs and the Directive 2008/57/EC, as for example the UIC leaflets.

In the case of a "non-TSI" vehicle which has been placed in service before the creation of the NSAs and still in operation, the NSA of the Member State where the vehicle is in operation shall issue a declaration that the vehicle is registered in the related national vehicle register in an active state and this in accordance with the Decision of the Commission 2007/756/EC.

- a) For the parameters classified as "A" and related to the interoperability, the applicant shall submit the initial authorisation of placing in service, valid in a Member State of the protocol for setting up cross-acceptance. This authorisation for placing in service, with the technical file (Art. 25.2 of 2008/57/EC directive) including the repertory to which the vehicle was authorised certifies the conformity with the requirements for interoperability, classified as "A", and this apart from the versions of rules fixed in the common technical document.

The presented repertory besides to demonstrate the requirements the vehicle is corresponding with, has to be analysed regards to the common technical document and to demonstrate conformity with certain parameters, based on one of the common safety methods describe in the European regulation n 352/2009⁴. Its thus will be possible to use return of experience (REX) focused on safety.

A return of experience (REX) can be established when the operation of the vehicle in question is based on a homogeneous fleet, with comparable operating conditions and on a volume of a representative traffic (number of vehicles during a given time) thus allowing a significant return of experience of the collected information.

The initial authorisation for placing in service and the technical repertory cover the conformity of the objects of evaluation in application of article 4 of the protocol for setting up cross-acceptance.

⁴ The regulation (EC) 352/2009 will be repealed on May 21, 2015 by Regulation (EC) no 402/2013

- b) For the parameters classified as "B" and "C" as well as for the other parameters, directly related to the compatibility of the railway network, the applicant will have to provide the required documents to the NSA, having received the request for an additional authorisation for placing in service of the vehicle. This one will do its own assessment in respect of its national regulation.

Concerning the demonstration of the criteria the vehicle is currently responding with, the applicant will have the opportunity to carry out a comparison of the technical rules, having allowed the placing in service of the vehicle, with the current technical rules in application of the European regulation No. 352/2009⁴ concerning the adoption of a common safety method on risk evaluation and assessment as referred to in Article 6(3)(a) of Directive 2004/49/EC of the European Parliament and of the Council.

This comparison is used for the assessment of parameters classified as "B" and "C" as well as for the other parameters, directly related to the compatibility of the railway network.

In application of Art 25.2 of the Directive 2008/57/EC, the technical file has to contain all the elements, as agreed during the pre-engagement meeting between the NSAs and the applicant. The technical file always has to include:

- The declaration proving that the vehicle appears in the national vehicle register.
- The demonstration of the criteria, which the vehicle is currently responding with, and based on the Decision of the Commission 2011/155/EU as well as the "Common Technical Document", referring to the annex of the Commission Decision 2009/965/EC and this by:
 - o The initial authorisation of placing in service, completed by a technical repertory to demonstrate the conformity to the interoperability requirements, classified as "A".
 - o The documents relating to the parameters classified as "B" and "C" as well as for the other parameters, directly related to the compatibility of the railway network.
 - o The return of experience (REX) which will be considered as a demonstration of compliance with the requirements in force in terms of safe integration and which is based on the common safety method following the European regulation No. 352/2009⁴.

The NSA of the Member State, having received the request for an additional authorisation, will validate the technical file in application of the Articles 25.3 and 25.4 of the Directive 2008/57/EC and will issue the additional authorisation for placing in service of vehicles when the corresponding technical file has been completed and verified.

V Documentation / Documentation

V-1 Liste des textes légaux ayant transposés la Directive 2004/49/CE List of legal texts having transposed the Directive 2004/49/EC

- Belgique:** Loi portant le Code ferroviaire dd 30/08/2013, paru au moniteur Belge le 20/12/2013.
- Espagne:** Real Decreto 810/2007 and its amendments Real Decreto 918/2010 and Real Decreto 641/2011.
- France:** Décret 2006/1279/CE relatif à la sécurité des circulations ferroviaires et à l'interopérabilité du système ferroviaire
Arrêté du 19 mars 2012 fixant les objectifs, les méthodes, les indicateurs de sécurité et la réglementation technique de sécurité et d'interopérabilité applicables sur le réseau ferré national
- Luxembourg:** Loi modifiée du 22 juillet 2009 ayant pour objet
A) la transposition en droit national de la directive 2004/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant la sécurité des chemins de fer communautaires;
B) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sécurité ferroviaire;
C) d'instituer une Administration des Chemins de Fer; et
D) de modifier
a) la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation et
b) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics.
- Pays-Bas:** Wet van 16 december 2010 tot wijziging van de Spoorwegwet, de Wet personenvervoer 2000 en de Wet op de economische delicten ter implementatie van de richtlijnen 2007/58/EG, 2007/59/EG, 2008/57/EG en 2008/110/EG.
- Suisse:** Decision No 1/2013 of the Community / Switzerland Inland Transport Committee of 6th December 2013 amending Annex 1 to the Agreement between the European Community and the Swiss Confederation on the carriage of goods and passengers by rail and road (2013/804/EU).

V-2 Liste des textes légaux ayant transposés la Directive 2008/57/CE **List of legal texts having transposed the Directive 2008/57/EC**

- Belgique:** Loi portant le Code ferroviaire dd 30/08/2013, paru au moniteur Belge le 20/12/2013.
- Espagne:** Real Decreto 1434/2010 and its amendments Orden FOM/3218/2011 and Orden FOM/421/2014.
- France:** Décret 2006/1279/CE relatif à la sécurité des circulations ferroviaires et à l'interopérabilité du système ferroviaire;
Arrêté du 23 juillet 2012 relatif aux autorisations de réalisation et de mise en exploitation commerciale de véhicules ou autres sous-systèmes de transport ferroviaire nouveaux ou substantiellement modifiés.
- Luxembourg:** Règlement grand-ducal du 1er juin 2010 relatif à l'interopérabilité du système ferroviaire.
- Pays-Bas:** Wet van 16 december 2010 tot wijziging van de Spoorwegwet, de Wet personenvervoer 2000 en de Wet op de economische delicten ter implementatie van de richtlijnen 2007/58/EG, 2007/59/EG, 2008/57/EG en 2008/110/EG.
- Suisse:** Decision No 1/2013 of the Community / Switzerland Inland Transport Committee of 6th December 2013 amending Annex 1 to the Agreement between the European Community and the Swiss Confederation on the carriage of goods and passengers by rail and road (2013/804/EU).

V-3 Liens vers les sites internet des Etats membres signataires **Links to the corresponding websites of the signatory Member States**

- Belgique:** www.mobilite.belgium.be
- Espagne:** en cours de renouvellement / actually under renewal
- France:** <http://www.securite-ferroviaire.fr>
- Luxembourg:** www.railinfra.lu
www.mt.public.lu/ministere/services/direction_chemins_fer/ACF/index.html
- Pays-Bas:** www.wetten.overheid.nl
www.ILENT.nl/transport/rail
www.prorail.nl
- Suisse:** www.bav.admin.ch



Royaume de Belgique
Service de Sécurité et d'Interoperabilité des Chemins de Fer
Koninkrijk België
Dienst Veiligheid en Interoperabiliteit van de Spoorwegen



Inspectie Leefomgeving en Transport
Ministerie van Infrastructuur en Milieu



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Administration des chemins de fer



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra



MINISTERIO
DE FOMENTO

SECRETARÍA DE ESTADO
DE INFRAESTRUCTURAS,
TRANSPORTE Y VIVIENDA
SECRETARÍA GENERAL
DE INFRAESTRUCTURAS
DIRECCIÓN GENERAL
DE FERROCARRILES

CONFIRMATION D'EVALUATION BESTÄTIGUNG DER EVALUIERUNG CONFIRMATION OF EVALUATION

ANNEXE 2 AU «PROTOCOLE DE MISE EN ŒUVRE DES PROCEDURES DE RECONNAISSANCE MUTUELLE D'AUTORISATION DE MISE EN SERVICE DES LOCOMOTIVES ET DES VEHICULES A VOYAGEURS CONVENTIONNELS ET A GRANDE VITESSE ENTRE LES AUTORITES NATIONALES DE SECURITE (ANS) DE BELGIQUE, DES PAYS-BAS, DE FRANCE, DU LUXEMBOURG, DE SUISSE ET D'ESPAGNE», SIGNE LE 16/01/2012

APPENDIX 2 OF "PROTOCOL FOR SETTING UP CROSS-ACCEPTANCE PROCEDURES OF RAILWAY VEHICLES FOR HIGH SPEED AND CONVENTIONAL RAILWAY SYSTEMS BETWEEN THE NATIONAL SAFETY AUTHORITIES (NSAs) OF BELGIUM, THE NETHERLANDS, FRANCE, LUXEMBOURG, SWITZERLAND AND SPAIN" SIGNED ON 16TH JANUARY 2012"

<p>Liste des autorités nationale de sécurité concernées</p> <p>-</p> <p>Liste der betroffenen Nationalen Sicherheitsbehörden</p> <p>-</p> <p>List of the concerned National Safety Authorities</p>	
<p>Nom de projet commun</p> <p>-</p> <p>Gemeinsamer Projektname</p> <p>-</p> <p>Common project name</p>	
<p>Version appliquée du document de référence</p> <p>-</p> <p>Angewandte Version des Referenzdokumentes</p> <p>-</p> <p>Applied version of reference document</p>	
<p>Thème ou/et paramètre(s), traité (s)</p> <p>-</p> <p>Behandeltes Thema und/oder Parameter</p> <p>-</p> <p>Threated theme and/or parameter</p>	
<p>Type de véhicule</p> <p>-</p> <p>Fahrzeugtyp</p> <p>-</p> <p>Vehicle Type</p>	

Paramètres principaux du véhicule - Hauptparameter des Fahrzeuges - Main parameters of the vehicle	
Numéro européen du (des) véhicule(s) si existant - Europäische Fahrzeugnummer des (der) Fahrzeuge(s) falls bestehend - EVN of vehicle(s) if existing	
Autorisation type existante (facultatif) - Bestehende Typenzulassung (optional) - Existing type authorisation (optional)	
Ecart et solutions acceptées - Unstimmigkeiten sowie anerkannte Lösungen - Non-conformities and accepted solutions	
Liste des documents d'évaluations - Liste der Dokumente zwecks Evaluierung - List of proof documents for the evaluation	
Localisation des documents - Ablageort der Dokumente - Location of proofed documents	
Résultat de l'évaluation - Ergebnis der Evaluierung - Assessment result	
Restrictions et conditions d'utilisation (si existantes) - Restriktionen und betriebliche Einschränkungen (falls vorhanden) - Restrictions and conditions of use (if any)	

<p>Numéro de référence / numéro d'identification et date du document</p> <p>Referenznummer / Identifikationsnummer und Datum des Dokuments</p> <p>Reference number / identification number and date of the document</p>	
<p>Autorité nationale de sécurité, émettrice de cette confirmation d'évaluation:</p> <p>Nationale Sicherheitsbehörde welche diese Bestätigung der Evaluierung ausstellt</p> <p>National Safety Authority, establishing this confirmation of evaluation</p>	<p>Nom(s)/Name(n)/Name(s):</p> <p>.....</p> <p>Signature(s)/Unterschrift(en)/Signature(s):</p> <p>.....</p>

Cette confirmation d'évaluation démontre la conformité pour le thème/ le(s) paramètre(s), mentionné(s) dans ce document, par rapport au document de référence de l'ANS émettrice. Il n'a aucune validité afin de prouver la complétude du dossier et le respect des critères techniques par le demandeur à toute autre ANS que mentionnée dans ce document.

Diese Bestätigung der Evaluierung belegt nur die Konformität des Themas / der Parameter, welche(r) in diesem Dokument aufgeführt ist/sind, zum Referenzdokument der ausstellenden NSA. Das Dokument hat keine legale Beweiskraft um die Vollständigkeit des technischen Dossiers und das Einhalten der technischen Regeln durch den Antragsteller an eine andere NSA zu belegen als diejenigen welche in diesem Dokument namentlich erwähnt sind.

This confirmation of evaluation proves conformity for the theme/parameter(s), listed in this document, to the reference document of the establishing NSA. It hasn't any value to proof completeness of the technical file and the respect of the technical criteria by the applicant to any other NSA than mentioned in this document

Annexe : Tableau des thèmes éventuels

Anlage : Tabelle möglicher Themen

Annex: Table of possible themes

Les thèmes éventuels peuvent regrouper les paramètres de la DC 2009/965/EC selon la liste reprise ci-après:

Die möglichen Themen können die Parameter der Entscheidung der Kommission 2009/965/EG laut folgender Liste beinhalten:

The possible themes could group the parameters of CD 2009/965/EC as below in the following list:

Thèmes - Themes	Dénomination - Denomination	Paramètres regroupés Related parameters
1	Comportement dynamique Dynamic behaviour	3.2 ; 3.4
2	Structure du véhicule Vehicle structure	2.1.1 ; 2.1.4 ; 2.1.5 ; 2.1.7
3	Techniques d'assemblage (soudure, collage, techniques d'assemblage mécanique) Joining technologies (welding, gluing and mechanical joints)	2.1.3
4	Masses et charges Masses and weights	2.1.2
5	Gabarit des véhicules Vehicle gauge	3.1 ; 3.1.1 ; 3.3.7 ;
6	Organes de choc et de traction Buffers and coupling	2.2
7	Bogie / essieux montés / roulement Bogies / wheel sets / bearings	2.1.7 ; 3.3 (sauf 3.3.7) ;
8	Installation de frein - partie générale Brake system – general part	4 ; 4.1 ; 4.2 ; 4.3 ; 4.4 ; 4.5 ; 4.6 ; 4.7 ; 4.8 ; 4.9 ;
8.1	Installation de frein – organes de frein Brake system – brake parts	4.6.1 ; 4.6.2 ; 4.7.1
8.2	Installation de frein –frein de service Brake system – service brake	4.4.2 ; 4.5.2 ;
8.3	Installation de frein – frein direct Brake system – direct brake	4.4.3 ;
8.4	Installation de frein – frein de stationnement Brake system – parking brake	4.4.5 ; 4.5.4 ; 4.7.5
8.5	Installation de frein – freinage d'urgence Brake system – emergency brake	4.4.1 ; 4.5.1 ; 4.5.3
8.6	Installation de frein – frein dynamique Brake system – dynamic brake	4.4.4 ; 4.7.2 ;
8.7	Installation de frein – autres Brake system - others	4.7.3 ; 4.7.4
9	Alimentation en énergie et compatibilité électromagnétique Electrical power supply and electromagnetic compatibility	8.1 ; 8.2 ; 8.3 ; 8.4 ;
10	Pantographes Pantograph	8.2.2 ; 8.2.3